

F. 2002 — 231

[C — 2002/27036]

**20 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 18 juillet 2001
relatif à l'aide sociale aux justiciables**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 novembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 novembre 2001;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'article 21 du décret du 18 juillet 2001 susvisé prévoit que celui-ci doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2002; qu'il s'impose dès lors que l'arrêté portant exécution de certaines dispositions dudit décret, et notamment les dispositions relatives au subventionnement, entre également en vigueur à cette même date; qu'il s'impose également que l'arrêté d'exécution précité soit publié au *Moniteur belge* dès le mois de décembre 2001 afin que les intéressés puissent prendre connaissance des dispositions qui les concernent dans les meilleurs délais et prendre les mesures permettant de respecter ces dispositions dès le 1^{er} janvier 2002;

Vu l'avis 32.663/4 du Conseil d'Etat donné le 11 décembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° administration : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne;

2° Ministre : le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions;

3° services : les services d'aide sociale aux justiciables;

4° Commission : la Commission consultative wallonne de l'aide sociale aux justiciables;

5° décret : le décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables.

CHAPITRE II. — *De la procédure d'agrément*

Section 1^{re} — De l'octroi d'agrément

Art. 3. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite, sous pli recommandé à la poste, auprès de l'administration. Une copie est adressée au Ministre.

Outre les informations requises par l'article 8, 2^o alinéa, du décret, le dossier de demande comprend :

1° l'identité de la personne représentant le service et ses coordonnées;

2° l'adresse du service;

3° les noms, titres, diplômes et fonctions des membres du personnel;

4° une copie des contrats de travail passés avec les membres du personnel et des conventions passées avec les bénévoles;

5° l'indication de l'arrondissement judiciaire desservi par le service;

6° l'indication des autres sources de subsidiation éventuelles du service par les pouvoirs publics, à quelque niveau qu'ils se situent;

7° les jours et heures d'ouverture du service;

8° le plan des locaux;

9° une note établissant de manière circonstanciée :

a) les besoins constatés et les problématiques rencontrés dans l'arrondissement au sein duquel le service souhaite accomplir les missions visées par le décret, compte tenu des structures existantes, de l'importance des différentes populations nécessitant l'aide sociale, des collaborations mises en place avec les différents acteurs compétents en matière d'aide sociale et des initiatives émanant des pouvoirs administratifs et judiciaires locaux;

b) la nécessité du service, ses objectifs et le type d'aide proposé, les collaborations à développer avec les différents acteurs compétents en matière d'aide sociale, ainsi que la planification de l'action en vue de son exécution;

10° le règlement d'ordre intérieur.

§ 2. En cas de demande de renouvellement, le service joint également une note établissant l'évolution et les changements intervenus dans l'arrondissement au cours de la dernière période d'agrément.

Art. 4. § 1^{er}. Dans les dix jours de la réception de la demande, l'administration envoie un accusé de réception au demandeur.

§ 2. L'administration vérifie si la demande est complète et, au besoin, réclame au demandeur les pièces ou informations manquantes.

Lorsque le dossier est complet, elle envoie au service un courrier le lui signalant.

Art. 5. Dans les deux mois de l'envoi du courrier visé à l'article 4, § 2, l'administration transmet le dossier, accompagné de son avis, à la Commission.

La Commission transmet son avis au Ministre dans les deux mois de la réception du dossier.

Art. 6. Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception de l'avis de la Commission.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 7. Le renouvellement d'agrément doit être demandé six mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours.

Les articles 3 à 6 sont applicables à la demande de renouvellement.

Art. 8. Lorsqu'un agrément provisoire d'un an a été accordé en application de l'article 10, 2^e alinéa, du décret, et que le Ministre n'a pas l'intention de prolonger la période d'agrément, il en avertit le service, par lettre recommandée à la poste, au plus tard trois mois avant la date de fin de l'agrément provisoire.

L'avis de la Commission est sollicité. Celle-ci dispose d'un délai d'un mois, à dater de la réception de la demande, pour rendre son avis.

Section 2. — Du retrait d'agrément

Art. 9. Lorsque le Ministre a l'intention de retirer l'agrément, il en informe, par lettre recommandée à la poste, le service concerné. La proposition de retrait indique les motifs le justifiant.

Le service dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de retrait pour transmettre ses observations écrites au Ministre.

Art. 10. Le Ministre transmet à la Commission, pour avis, sa proposition de retrait accompagnée des observations du service dans le mois suivant la réception de celles-ci ou suivant l'écoulement du délai visé à l'article 9, 2^e alinéa.

Art. 11. La Commission transmet son avis au Ministre dans les deux mois de la réception de la proposition de retrait visée à l'article 10.

Art. 12. Le Ministre statue dans le mois de la réception de l'avis de la Commission.

La décision de retrait est notifiée au service par lettre recommandée à la poste.

Section 3. — Des recours

Art. 13. En cas de refus, de non renouvellement ou de retrait d'agrément, un recours est ouvert au Gouvernement.

Le recours est introduit, par lettre recommandée à la poste, auprès du Ministre dans les deux mois suivant la notification de la décision attaquée.

Le recours n'est pas suspensif.

Art. 14. Le Gouvernement statue dans les trois mois de l'envoi recommandé visé à l'article 13, 2^e alinéa.

CHAPITRE III. — Des conditions d'agrément

Art. 15. § 1^{er}. Le personnel subventionné employé par le service agréé répond aux conditions de qualification suivantes :

1° en ce qui concerne le psychologue, être porteur d'un diplôme de licencié en psychologie;

2° en ce qui concerne le travailleur social, être porteur d'un diplôme d'assistant social, d'auxiliaire social, d'assistant en psychologie ou d'éducateur, délivré par l'enseignement supérieur pédagogique ou social, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale;

3° en ce qui concerne le coordinateur, être licencié dans le domaine des sciences humaines ou sociales, tel que visé à l'article 3, § 1^{er}, 1°, du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment en droit, en criminologie, en psychologie, en sciences de l'éducation ou en sciences sociales. Cette qualification est également requise pour le membre du personnel licencié dans le domaine des sciences humaines ou sociales visé à l'article 20, 3°.

§ 2. Le psychologue, la personne licenciée dans le domaine des sciences humaines ou sociales et le travailleur social suivent une formation liée aux missions visées par le décret ou font l'objet d'une supervision avec un minimum de trente heures par an.

§ 3. Le coordinateur tient, au moins une fois tous les deux mois, une réunion de concertation rassemblant les membres du personnel qui remplissent les missions visées par le décret.

La réunion de concertation a pour objet, notamment :

1° d'examiner et d'orienter les demandes pouvant être prises en charge par plusieurs membres du personnel ou par un service extérieur mieux adapté;

2° de coordonner l'action des membres du personnel;

3° de suivre l'évolution des personnes prises en charge;

4° d'évaluer le projet du service.

Art. 16. Le service dispose au moins d'une salle d'attente et de locaux de consultation adaptés aux missions.

Une séparation est prévue entre les locaux destinés, d'une part, à l'accueil des victimes, et, d'autre part, des inculpés, condamnés et ex-détenus.

Art. 17. Les locaux garantissent la confidentialité des consultations.

Art. 18. Une permanence est organisée à raison d'un demi-jour par semaine par équivalent temps-plein.

En outre, dans les services de catégorie II et III, une permanence est organisée soit au moins une fois par semaine entre 18 heures et 20 heures, soit le samedi entre 10 heures et 12 heures.

Art. 19. Le service agréé porte l'appellation de « Service d'aide sociale aux justiciables de l'arrondissement de » suivi de l'indication du nom de l'arrondissement couvert par l'agrément concerné et, le cas échéant, d'un chiffre romain identifiant le service lorsque plusieurs agréments ont été délivrés pour un même arrondissement.

CHAPITRE IV. — *Des subventions**Section 1^{re}*. — Des catégories de services

Art. 20. Pour leur subventionnement, les services sont agréés en catégories correspondant au personnel subventionné.

Les catégories sont les suivantes :

1° catégorie I : un psychologue à raison de 0,5 équivalent temps plein et un travailleur social à raison de 0,5 équivalent temps plein;

2° catégorie II : un psychologue à raison de 0,5 équivalent temps plein, une personne licenciée dans le domaine des sciences humaines et sociales à raison de 0,5 équivalent temps plein, un travailleur social à raison de 0,75 équivalent temps-plein et un travailleur social ou un agent administratif à raison de 0,25 équivalent temps plein;

3° catégorie III : un psychologue équivalent temps plein, une personne licenciée dans le domaine des sciences humaines et sociales à raison de 0,5 équivalent temps-plein, un travailleur social équivalent temps plein et un travailleur social ou un agent administratif à raison de 0,5 équivalent temps plein.

Art. 21. § 1^{er}. Lors de leur agrément, les services sont versés dans les catégories suivantes en fonction du nombre de dossiers annuellement ouverts :

- catégorie I : moins de 100 dossiers;
- catégorie II : entre 100 et 400 dossiers;
- catégorie III : plus de 400 dossiers.

Pour le calcul du nombre de dossiers visé à l'alinéa 1^{er}, le nombre de dossiers effectivement ouverts est affecté d'un coefficient de :

1° 1,1 en ce qui concerne les arrondissements de Huy, Namur, Tournai et Verviers;

2° 1,2 en ce qui concerne les arrondissements de Arlon, Dinant, Marche et Neufchâteau.

Les services nouvellement agréés sont versés en catégorie I.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les services agréés en application de l'article 7, alinéa 2, du décret sont, quel que soit le nombre de dossiers ouverts annuellement, versés en catégorie I.

§ 2. Une modification de catégorie de subventionnement peut être sollicitée durant la période d'agrément.

Toute demande de changement de catégorie est envoyée à l'administration avant le 30 avril.

Pour bénéficier du changement de catégorie, le service doit, pendant l'année précédant la demande, avoir fonctionné conformément au critère de définition de la catégorie supérieure pour laquelle la modification de l'arrêté d'agrément est sollicité.

Le changement de catégorie prend cours le 1^{er} janvier de l'année suivant l'année d'introduction de la demande.

§ 3. Lorsqu'un service ne peut, pendant deux années consécutives, justifier du nombre de dossiers annuellement ouverts correspondant au plancher de la catégorie au sein de laquelle il est agréé, le Ministre peut procéder d'office à la révision de l'arrêté d'agrément.

Le service est versé dans la catégorie correspondant au nombre moyen d'activités effectivement prestées durant ces deux années.

Le Ministre notifie au service, au terme de la première année, un courrier rappelant la disposition portée par le présent paragraphe.

Le Ministre notifie la proposition de révision au service, lequel dispose de quinze jours pour faire valoir ses observations écrites.

La proposition de changement accompagnée des observations écrites du service est soumise à l'avis de la Commission.

Le changement de catégorie prend cours le 1^{er} janvier de l'année suivant la notification visée à l'alinéa 4.

Section 2. — Des subventions pour frais de personnel

Art. 22. § 1^{er}. Est allouée à tout service agréé une subvention destinée à couvrir les frais du personnel visé à l'article 20.

La subvention est destinée à couvrir :

1° le salaire brut du personnel;

2° les charges sociales patronales, plafonnées à 54 % des dépenses de personnel visées au 1°.

Les dépenses de personnel visées au 1° ne sont prises en compte que dans la mesure où elles n'excèdent pas les échelles barémiques annexées au présent arrêté.

§ 2. Une somme de 3.720 euros est également allouée forfaitairement à tout service de catégorie II pour l'exercice des fonctions de coordination. Cette somme est portée à 4.960 euros pour les services de catégorie III.

Art. 23. Ne sont admissibles au titre de frais de personnel que les dépenses relatives au personnel engagé sous statut ou sous contrat de travail.

Art. 24. § 1^{er}. Sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, avec un maximum de cinq années, les services effectifs et pouvant être considérés comme expérience utile en matière d'aide sociale que le personnel a antérieurement prestés auprès d'une autorité publique de droit belge, de droit étranger ou de droit international, ou d'une institution agréée ou subventionnée par elle.

Le Ministre détermine les services visés au 1^{er} alinéa qui peuvent être considérés comme expérience utile.

§ 2. Le membre du personnel engagé à temps partiel obtient les augmentations intercalaires de la même manière qu'un membre du personnel engagé à temps plein.

Toutefois, si un membre du personnel a été engagé à temps partiel par le service d'aide sociale aux justiciables et preste ultérieurement à temps plein, les services qu'il aura prestés à temps partiel seront calculés au prorata d'un horaire complet pour la détermination de son ancienneté pécuniaire à partir du moment où il preste à temps plein.

Les services effectifs qu'un membre du personnel a prestés antérieurement dans une autre fonction rémunérée, et admissibles pour le calcul des augmentations intercalaires seront également calculés au prorata d'un horaire complet pour la détermination de son ancienneté pécuniaire pour la période antérieure à l'entrée dans un service d'aide sociale aux justiciables.

§ 3. Les services admissibles qui couvrent des mois entiers sont directement valorisés dans l'ancienneté pécuniaire.

Les services admissibles qui couvrent des fractions de mois sont totalisés en fin d'année.

Les fractions de mois totalisant des périodes de trente jours sont valorisées dans l'ancienneté pécuniaire, à concurrence d'un mois par période de trente jours.

§ 4. Les anciennetés sont prises en considération dans le mois de la production de documents certifiés exacts reprenant notamment le nom et la date de naissance du membre du personnel, le nom des employeurs, l'objet du service et la nature de l'emploi, le statut, le nombre d'heures de prestations, ainsi que la preuve que ces services étaient agréés ou subventionnés par les autorités ou institutions visées au paragraphe 1^{er}.

Art. 25. Pour les subventions qui constituent des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Section 3. — Des subventions pour frais de fonctionnement

Art. 26. Est allouée à tout service agréé une subvention destinée à couvrir les frais de fonctionnement.

Cette subvention est forfaitairement fixée à :

- 1° 8.680 euros pour les services agréés en catégorie I;
- 2° 11.160 euros pour les services agréés en catégorie II;
- 3° 13.630 euros pour les services agréés en catégorie III.

Art. 27. Les frais des formations visées à l'article 15 sont comptabilisés dans les dépenses de fonctionnement.

Sont également admissibles les frais de formations liées aux missions visées par le décret suivies par les membres du personnel du service non subventionnés dans le cadre du présent arrêté.

Art. 28. Pour les subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Section 4. — Des conditions et des modalités d'octroi des subventions

Art. 29. Les subventions sont accordées, par année civile, à tout service agréé qui remplit les obligations suivantes :

1° communiquer annuellement, avant le 1^{er} mars, à l'administration, les documents suivants portant sur l'exercice écoulé :

a) un rapport d'activités qualitatif circonstancié, contenant notamment une analyse des problèmes traités, les méthodes suivies en fonction des problèmes et des objectifs posés et une évaluation de ces méthodes quant à leur efficacité et leur impact;

b) un rapport d'activités quantitatif;

c) un état des recettes et des dépenses et un budget du service approuvés par les instances compétentes, indiquant les subventions octroyées par d'autres pouvoirs publics ou promises par eux;

d) une copie des feuilles de salaire des personnes admissibles aux subventions et preuves de paiement des charges patronales;

2° ne pas recevoir des subventions pour les collaborateurs professionnels employés, si elles font double emploi;

3° communiquer sans délai et par écrit à l'administration toute modification apportée aux statuts et à la composition du personnel subventionné;

4° se conformer aux règles relatives à la comptabilité arrêtées par l'administration et approuvées par le Ministre;

5° se soumettre à la vérification par l'administration de la conformité des activités et de la comptabilité aux conditions émises à l'octroi des subventions.

Art. 30. Il est accordé au service agréé, dans le courant du premier trimestre de l'année, une avance annuelle correspondant à 85 % du montant des subventions accordées l'année précédente.

Pour obtenir le paiement de cette avance, le service en fait la demande en renvoyant à l'administration un formulaire établi par celle-ci.

Le solde est liquidé avant le 1^{er} juin de l'année suivante, sur présentation des justificatifs des dépenses.

CHAPITRE V. — *Des règles de fonctionnement de la Commission*

Art. 31. § 1^{er}. Il est constitué au sein de la Commission un bureau chargé de l'organisation et de la coordination des travaux.

Le bureau prépare les réunions de la Commission, dresse l'ordre du jour et veille à la transmission des avis.

Il se compose du président, du vice-président et de deux membres choisis par la Commission.

§ 2. La Commission ne peut émettre valablement d'avis qu'à la condition que la moitié des membres au moins soit présente.

Si le quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans les quinze jours qui suivent. Si le quorum n'est à nouveau pas atteint lors de cette séance, la Commission siège valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres votants. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

§ 3. Le vice-président assure la présidence de la Commission en cas d'absence du président.

§ 4. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 32. La participation aux séances de la Commission ou du bureau donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

1° président : 20 euros;

2° vice-président : 15 euros;

3° autres membres, à l'exception des représentants du Gouvernement et de l'administration : 12,50 euros.

Art. 33. Les membres de la Commission bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions suivantes :

1° ceux qui utilisent les moyens de transport en commun sont remboursés sur la base des tarifs officiels;

2° ceux qui utilisent leur véhicule personnel ont droit à une indemnité kilométrique déterminée conformément au tarif fixé par la réglementation applicables aux fonctionnaires de rang A4 de la Région wallonne.

La Région wallonne n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'un véhicule personnel.

Art. 34. Les experts qui sont appelés à participer aux séances de la Commission et qui n'en sont pas membres sont assimilés à ceux-ci pour l'octroi des jetons de présence et le remboursement des frais de déplacement.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 35. Par dérogation à l'article 15, les membres du personnel qui, en fonction dans un service avant le 15 août 2001, ne disposent pas des titres et diplômes requis et qui peuvent justifier d'une expérience suffisante en matière d'aide sociale sont autorisés à poursuivre leurs activités sur autorisation du Ministre.

Les demandes de dérogation sont introduites avant le 30 juin 2002 au plus tard.

Art. 36. Pour l'année 2002, l'article 30, alinéa 1^{er}, n'est pas applicable. Il sera accordé aux services agréés, dans le courant du premier trimestre, une avance annuelle correspondant à 85 % du montant de la subvention calculée conformément au chapitre IV.

Art. 37. Tout agrément venant à échéance le 31 décembre 2001 reste valable jusqu'à la notification de la décision du Ministre pour autant qu'une demande de renouvellement ait été introduite avant cette date.

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 39. Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 2001.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

ANNEXE

Service d'Aide sociale
aux justiciablesEchelle de traitement
du 01/01/2002
au 31/12/2002

Indice 100.

PSYCHOLOGUE

Licencié sciences
humaines ou sociales
EUROS

0	16077
1	17473
2	17599
3	18162
4	18162
5	18726
6	18726
7	19333
8	19333
9	20107
10	20270
11	21044
12	21044
13	21776
14	21776
15	22486
16	22486
17	23241
18	23241
19	23973
20	23973
21	24706
22	24706
23	25438
24	25438
25	25732
26	25732
27	26027
28	26027
29	26321

Echelle de traitement
du 01/01/2003
au 31/12/2003

Indice 100.

PSYCHOLOGUE

Licencié sciences
humaines ou sociales
EUROS

0	17662
1	19576
2	19656
3	20369
4	20369
5	21081
6	21081
7	21821
8	21821
9	22668
10	22903
11	23750
12	23750
13	24569
14	24569
15	25357
16	25357
17	26209
18	26209
19	27029
20	27029
21	27849
22	27849
23	28669
24	28669
25	28856
26	28856
27	29043
28	29043
29	29231

Echelle de traitement
du 01/01/2004
au 31/12/2004

Indice 100.

PSYCHOLOGUE

Licencié sciences
humaines ou sociales
EUROS

0	19247
1	21679
2	21714
3	22575
4	22575
5	23437
6	23437
7	24310
8	24310
9	25228
10	25536
11	26455
12	26455
13	27362
14	27362
15	28228
16	28228
17	29177
18	29177
19	30084
20	30084
21	30992
22	30992
23	31899
24	31899
25	31979
26	31979
27	32060
28	32060
29	32140

Echelle de traitement
du 01/01/2005
au 31/12/2005

Indice 100.

PSYCHOLOGUE

Licencié sciences
humaines ou sociales
EUROS

0	20435
1	23257
2	23257
3	24230
4	24230
5	25203
6	25203
7	26176
8	26176
9	27149
10	27511
11	28484
12	28484
13	29457
14	29457
15	30380
16	30380
17	31403
18	31403
19	32376
20	32376
21	33349
22	33349
23	34322
24	34322
25	34322
26	34322
27	34322
28	34322
29	34322

Service d'Aide sociale aux justiciables	Echelle de traitement du 01/01/2002 au 31/12/2002	Indice 100.	ASSISTANT SOCIAL - AI	Euros
			0	14289
			1	14954
			2	15080
			3	15446
			4	15446
			5	15812
			6	15812
			7	17157
			8	17157
			9	17738
			10	17901
			11	18481
			12	18481
			13	19020
			14	19020
			15	19560
			16	20401
			17	20940
			18	20940
			19	21478
			20	21478
			21	22017
			22	22017
			23	22556
			24	22556
			25	23095
			26	23095
			27	23634
			28	23634
			29	23928
	Echelle de traitement du 01/01/2003 au 31/12/2003	Indice 100.	ASSISTANT SOCIAL - AI	Euros
			0	15080
			1	15939
			2	16019
			3	16445
			4	16445
			5	16871
			6	16871
			7	18678
			8	18678
			9	19245
			10	19481
			11	20048
			12	20048
			13	20588
			14	20588
			15	21130
			16	22344
			17	22885
			18	22885
			19	23425
			20	23425
			21	23966
			22	23966
			23	24506
			24	24506
			25	25046
			26	25046
			27	25587
			28	25587
			29	25774
	Echelle de traitement du 01/01/2004 au 31/12/2004	Indice 100.	ASSISTANT SOCIAL - AI	Euros
			0	15870
			1	16923
			2	16957
			3	17444
			4	17444
			5	17931
			6	17931
			7	20200
			8	20200
			9	20753
			10	21061
			11	21614
			12	21614
			13	22156
			14	22156
			15	22700
			16	24288
			17	24830
			18	24830
			19	25372
			20	25372
			21	25914
			22	25914
			23	26456
			24	26456
			25	26998
			26	26998
			27	27539
			28	27539
			29	27620
	Echelle de traitement du 01/01/2005 au 31/12/2005	Indice 100.	ASSISTANT SOCIAL - AI	Euros
			0	16463
			1	17661
			2	17661
			3	18194
			4	18194
			5	18726
			6	18726
			7	21341
			8	21341
			9	21884
			10	22246
			11	22789
			12	22789
			13	23332
			14	23332
			15	23878
			16	25746
			17	26289
			18	26289
			19	26832
			20	26832
			21	27375
			22	27375
			23	27918
			24	27918
			25	28461
			26	28461
			27	29004
			28	29004
			29	29004

Service d'Aide sociale
aux justiciables
Echelle de traitement
du 01/01/2002
au 31/12/2002
Indice 100.
Personnel administratif

Echelle de traitement
du 01/01/2003
au 31/12/2003
Indice 100.
Personnel administratif

Echelle de traitement
du 01/01/2004
au 31/12/2004
Indice 100.
Personnel administratif

Echelle de traitement
du 01/01/2005
au 31/12/2005
Indice 100.
Personnel administratif
Ech. 1.43/ 1/55
EUROS

	EUROS		EUROS		EUROS		EUROS
0	13128	0	13878	0	14628	0	15191
1	13774	1	14708	1	15643	1	16345
2	13900	2	14789	2	15678	2	16345
3	14145	3	15042	3	15938	3	16611
4	14145	4	15042	4	15938	4	16611
5	14431	5	15353	5	16275	5	16966
6	14431	6	15353	6	16275	6	16966
7	15632	7	16951	7	18270	7	19259
8	15632	8	16951	8	18270	8	19259
9	16212	9	17518	9	18823	9	19802
10	16375	10	17753	10	19131	10	20164
11	16956	11	18320	11	19684	11	20707
12	16956	12	18320	12	19684	12	20707
13	17495	13	18861	13	20226	13	21251
14	17495	14	18861	14	20226	14	21251
15	18034	15	19401	15	20768	15	21794
16	18034	16	19401	16	20768	16	21794
17	18573	17	19941	17	21310	17	22337
18	18573	18	19941	18	21310	18	22337
19	19111	19	20482	19	21852	19	22880
20	19111	20	20482	20	21852	20	22880
21	19650	21	21022	21	22394	21	23423
22	19650	22	21022	22	22394	22	23423
23	20189	23	21562	23	22936	23	23966
24	20189	24	21562	24	22936	24	23966
25	20728	25	22103	25	23478	25	24509
26	20728	26	22103	26	23478	26	24509
27	21267	27	22643	27	24020	27	25052
28	21267	28	22643	28	24020	28	25052
29	21561	29	22831	29	24100	29	25052

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables.
Namur, le 20 décembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

N. 2002 — 231

[C — 2002/27036]

20 DECEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen

De Waalse Regering,

Gelet op decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 november 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 november 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat in artikel 21 van bovenbedoeld decreet van 18 juli 2001 bepaald wordt dat de inwerkingtreding ervan voorzien is op 1 januari 2002; dat het daardoor noodzakelijk is dat het besluit houdende uitvoering van sommige bepalingen van het decreet, en meer bepaald de bepalingen inzake subsidiëring, eveneens in werking treedt op dezelfde datum; dat het eveneens noodzakelijk is dat bovenbedoeld uitvoeringsbesluit reeds in december 2001 in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, zodat alle betrokkenen onverwijld kennis kunnen nemen van de bepalingen die hen betreffen en de maatregelen kunnen treffen waardoor bedoelde bepalingen vanaf 1 januari 2002 nageleefd kunnen worden;

Gelet op advies 32.663/4 van de Raad van State, uitgebracht op 11 december 2001, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° bestuur : het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° Minister : de Minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden;

3° centra : de centra voor forensisch welzijnswerk;

4° Commissie : de Waalse adviescommissie voor hulpverlening aan rechtsonderhorigen;

5° decreet : het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsprocedure**Afdeling 1. — Toekenning van de erkenning*

Art. 3. § 1. De erkenningsaanvraag wordt bij ter post aangetekende brief bij het bestuur ingediend. Een afschrift wordt aan de Minister gericht.

Naast de gegevens vereist bij artikel 8, tweede lid, van het decreet houdt het aanvraagdossier het volgende in :

1° de identiteit van de persoon die het centrum vertegenwoordigt, en diens adresgegevens;

2° het adres van het centrum;

3° naam, titels, diploma's en functies van de personeelsleden;

4° een afschrift van de arbeidsovereenkomsten die met de personeelsleden gesloten zijn en van de overeenkomsten die met de vrijwilligers gesloten zijn;

5° de vermelding van het gerechtelijk arrondissement dat door het centrum bediend wordt;

6° de vermelding van de andere eventuele bronnen van overheidssubsidiëring die het centrum geniet, ongeacht de bestuurslaag;

7° de dagen en de uren waarop het centrum open is;

8° de plattegrond van de lokalen;

9° een nota waarin een omstandige omschrijving wordt gemaakt van :

a) de behoeften en de problematische toestanden die vastgesteld worden in het arrondissement waarin het centrum zijn in het decreet bedoelde opdrachten wenst uit te oefenen, rekening houdend met de bestaande structuren, met het belang van de verschillende bevolkingsgroepen die welzijnswerk nodig hebben, met de bestaande voorzieningen voor samenwerking met de verschillende actoren die bevoegd zijn voor hulpverlening en met de initiatieven die uitgaan van de plaatselijke bestuurlijke en rechterlijke macht;

b) de noodzakelijkheid van het centrum, diens doelstellingen en het type hulpverlening dat wordt voorgesteld, de uit te bouwen voorzieningen voor samenwerking met de verschillende actoren die bevoegd zijn voor hulpverlening, evenals de planning van diens functionering met het oog op de verwezenlijking ervan;

10° het huishoudelijk reglement.

§ 2. Indien het een hernieuwing van de aanvraag betreft, voegt het centrum bij die aanvraag een nota waarin met omschrijving van de evolutie en de wijzigingen die in het arrondissement opgetreden zijn tijdens de laatste erkenningsperiode.

Art. 4. § 1. Binnen de tien dagen na ontvangst van de aanvraag wordt door het bestuur de aanvrager een ontvangstbewijs toegestuurd.

§ 2. Het bestuur controleert of de aanvraag volledig is en vraagt indien nodig de ontbrekende stukken of gegevens bij de aanvrager op.

Zodra het dossier volledig is, wordt door het bestuur een schrijven aan het centrum gericht waarin dat feit medegedeeld wordt.

Art. 5. Binnen de twee maanden na het opsturen van het schrijven bedoeld in artikel 4, § 2, maakt het bestuur het dossier met diens advies over aan de Commissie.

De Commissie maakt zijn advies aan de Minister over binnen de twee maanden na ontvangst van het dossier.

Art. 6. De Minister beslist over de aanvraag binnen de twee maanden na ontvangst van het advies van de Commissie.

Van de beslissing wordt kennis gegeven aan de aanvrager, bij ter post aangetekende brief.

Art. 7. De hernieuwing van de erkenning dient te worden aangevraagd ten minste zes maanden vóór afloop van de lopende erkenning.

De artikelen 3 t.e.m. 6 zijn van toepassing op de hernieuwingsaanvraag.

Art. 8. Indien er een voorlopige erkenning wordt toegekend voor de duur van één jaar, in toepassing van artikel 10, tweede lid, van het decreet en de Minister de erkenningsperiode niet van zins is te verlengen, brengt hij het centrum daarvan op de hoogte bij ter post aangetekende brief, uiterlijk drie maanden vóór de einddatum van de voorlopige erkenning.

De Commissie wordt om advies verzocht. Daarvoor beschikt hij over een termijn van één maand, te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag.

Afdeling 2. — Intrekking van de erkenning

Art. 9. Indien de Minister van zins is de erkenning in te trekken, licht hij het betrokken centrum daarover bij ter post aangetekende brief in. In het voorstel tot intrekking worden de rechtvaardigingsgronden vermeld.

Het centrum beschikt over een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het voorstel tot intrekking om zijn schriftelijke opmerkingen aan de Minister over te maken.

Art. 10. De Minister maakt zijn voorstel tot intrekking, binnen één maand na ontvangst van bedoelde opmerkingen of volgens de afloop van de termijn bedoeld in artikel 9, tweede lid, voor advies aan de Commissie over, met de opmerkingen van het centrum.

Art. 11. De Commissie maakt zijn advies aan de Minister over binnen twee maanden na ontvangst van het voorstel tot intrekking bedoeld in artikel 10.

Art. 12. De Minister beslist binnen één maand na ontvangst van het advies van de Commissie.

De beslissing tot intrekking wordt aan het centrum medegedeeld bij ter post aangetekende brief.

Afdeling 3. — Beroepsprocedure

Art. 13. In geval van weigering, niet-hernieuwing of intrekking van de erkenning kan bij de Regering beroep aangetekend worden.

Het beroep wordt ingediend bij ter post aangetekende brief bij de Minister, binnen een termijn van twee maanden volgend op de kennisgeving van de beslissing die het voorwerp van het beroep uitmaakt.

Het beroep is niet opschortend.

Art. 14. De Regering beslist binnen de drie maanden na opsturen van de aangetekende brief bedoeld in artikel 13, tweede lid.

HOOFDSTUK III. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 15. § 1. Het gesubsidieerde personeel dat in het erkende centrum tewerkgesteld is, voldoet aan de volgende kwalificatievoorwaarden :

1° wat betreft de psycholoog, houder zijn van een licentiaatsdiploma psychologie;

2° wat betreft de maatschappelijk werker, houder zijn van een diploma maatschappelijk assistent, maatschappelijk hulpwerker, assistent psychologie of opvoeder, afgeleverd door het pedagogisch of maatschappelijk hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of in het kader van de sociale promotie;

3° wat betreft de coördinator, licentiaat zijn op het vlak van de sociale of menswetenschappen zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1° van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid in de rechtsgeleerdheid, de criminologie, de psychologie, de opvoedkunde of de sociale wetenschappen. Die kwalificatie is eveneens vereist voor het personeelslid dat houder is van een licentiaatsdiploma in het domein van de sociale of menswetenschappen bedoeld in artikel 20, 3°.

§ 2. De psycholoog, de persoon die houder is van een licentiaatsdiploma op het vlak van de sociale of de menswetenschappen en de maatschappelijk werker volgen een opleiding die verband houdt met de opdrachten bedoeld in het decreet of genieten minstens dertig uur per week een begeleidend toezicht.

§ 3. De coördinator belegt ten minste één keer om de twee maanden een overlegvergadering met de personeelsleden die de opdrachten bedoeld in het decreet uitvoeren.

In de overlegvergadering :

1° worden de aanvragen onderzocht en doorverwezen die door verschillende personeelsleden of door een beter aangepaste externe dienst behandeld kunnen worden;

2° wordt de coördinatie verzorgd van de werkzaamheden van de personeelsleden;

3° wordt de evolutie van de behandelde personen opgevolgd;

4° wordt het project van het centrum geëvalueerd.

Art. 16. In het centrum zijn er minstens een wachtkamer en lokalen voor consult ingericht die beantwoorden aan de opdrachten.

Er is een scheiding voorzien tussen de lokalen die voorzien zijn enerzijds voor de opvang van de slachtoffers en anderzijds voor de inverdenkinggestelden, de veroordeelden en de ex-gedetineerden.

Art. 17. Het vertrouwelijk karakter van de gesprekken moet door de inrichting van de lokalen gewaarborgd worden.

Art. 18. Er wordt in een dienstwaarneming voorzien van een halve dag per week voor elk voltijds personeelsequivalent.

Bovendien wordt er in de centra die ressorteren onder categorie II en III in een dienstwaarneming voorzien die ofwel ten minste één keer per week tussen 18 en 20 uur ofwel op zaterdag tussen 10 en 12 uur plaatsvindt.

Art. 19. Het erkend centrum draagt volgende benaming: « Centrum voor forensisch welzijnswerk van het arrondissement... », waarop de naam van het arrondissement volgt waarvoor de erkenning geldt en, eventueel, een Romeins cijfer om het centrum aan te geven indien er verschillende erkenningen zijn toegekend voor éénzelfde arrondissement.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidiëring*

Afdeling 1. — Opdeling van de centra in categorieën

Art. 20. Voor de subsidiëring worden de centra erkend volgens categorieën die overeenkomen met het gesubsidieerd personeel.

Het gaat om volgende categorieën :

1° categorie I: een psycholoog a rato van 0,5 voltijds equivalent en een maatschappelijk werker a rato van een 0,5 voltijds equivalent;

2° categorie II: een psycholoog a rato van 0,5 voltijds equivalent, een houder van een licentiaatsdiploma op het vlak van de sociale en de menswetenschappen a rato van 0,5 voltijds equivalent, een maatschappelijk werker a rato van 0,75 voltijds equivalent en een maatschappelijk werker of een administratief beambte a rato van 0,25 voltijds equivalent;

3° categorie III: een psycholoog voltijds equivalent, een houder van een licentiaatsdiploma op het vlak van de sociale en de menswetenschappen a rato van 0,5 voltijds equivalent, een maatschappelijk werker voltijds equivalent en een maatschappelijk werker of een administratief beambte a rato van 0,5 voltijds equivalent.

Art. 21. § 1. Tijdens hun erkenning zijn de centra opgedeeld in hiernavolgende categorieën volgens het aantal dossiers dat jaarlijks geopend wordt :

- categorie I : minder dan 100 dossiers;
- categorie II : tussen 100 en 400 dossiers;
- categorie III : meer dan 400 dossiers.

Voor de berekening van het aantal dossiers bedoeld in het eerste lid wordt het aantal dossiers dat effectief geopend wordt van een coëfficiënt voorzien van :

1° 1,1 wat betreft de arrondissementen Hoei, Namen, Doornik en Verviers;

2° 1,2 wat betreft de arrondissementen Aarlen, Dinant, Marche en Neufchâteau.

De centra met nieuwe erkenning worden in categorie I ondergebracht.

In afwijking van het eerste lid worden de centra die erkend zijn in toepassing van artikel 7, tweede lid, van het decreet ondergebracht in categorie I ongeacht het aantal dossiers dat jaarlijks geopend wordt.

§ 2. Tijdens de erkenningsperiode kan een verandering van de subsidiëringscategorie worden aangevraagd.

Elke desbetreffende veranderingsaanvraag moet aan het bestuur worden gericht vóór 30 april.

Om voor een verandering van categorie in aanmerking te komen, moet het centrum tijdens het jaar voorafgaand aan de aanvraag gewerkt hebben in overeenstemming met het criterium dat geldt voor de hogere categorie waarvoor de verandering van het erkenningsbesluit wordt aangevraagd.

De verandering van categorie treedt in werking op 1 januari van het jaar volgend op het jaar waarin de aanvraag werd ingediend.

§ 3. Indien een centrum gedurende twee opeenvolgende jaren niet kan bewijzen dat het aantal jaarlijks geopende dossiers is bereikt dat overeenstemt met het minimumaantal van de categorie waarin het is ondergebracht, kan de Minister van ambtsweg overgaan tot de herziening van het erkenningsbesluit.

Het centrum wordt ondergebracht in de categorie die overeenstemt met het gemiddeld aantal activiteiten die effectief uitgevoerd werden in de loop van bedoelde beide jaren.

Na het eerste jaar betekent de Minister aan het centrum een schrijven waarin aan de bepaling waarin deze paragraaf voorziet, herinnerd wordt.

De Minister stelt het centrum in kennis van het voorstel tot herziening, waarbij het centrum over vijftien dagen beschikt om schriftelijk zijn opmerkingen te gelde te maken. Het veranderingsvoorstel wordt samen met de schriftelijke opmerkingen die het centrum geformuleerd heeft, voor advies aan de Commissie overgemaakt.

De verandering van categorie treedt in werking op 1 januari van het jaar volgend op de kennisgeving bedoeld in het vierde lid.

Afdeling 2. — Subsidiëring van de personeelskosten

Art. 22. § 1. Er wordt aan elk centrum dat erkend wordt een subsidie toegekend voor het dekken van de personeelskosten bedoeld in artikel 20.

Met bedoelde subsidiëring moeten worden gedekt :

1° het brutoloon van het personeel;

2° de werkgeversbijdragen, met een maximum van 54 % van de personeelsuitgaven bedoeld onder 1°.

De personeelsuitgaven bedoeld onder 1° worden slechts in rekening genomen voor zover de loonschalen in bijlage niet overschreden worden.

§ 2. Er wordt eveneens een forfaitair bedrag van 3.720 euro toegekend voor elk centrum dat onder categorie II ressorteert voor de uitoefening van de coördinatiefunctie. Dat bedrag wordt op 4.960 euro gebracht voor de centra die onder categorie III ressorteren.

Art. 23. Enkel de uitgaven met betrekking tot het personeel dat in vast dienstverband of met een arbeidsovereenkomst werkt, worden als personeelskosten toegelaten.

Art. 24. § 1. Voor het toekennen van tussentijdse loonsverhogingen worden enkel toegelaten, en met een maximum van vijf jaar, de werkelijke dienstprestaties die bovendien als nuttige ervaring inzake hulpverlening worden beschouwd en die het personeel eerder bij een overheid naar Belgisch, buitenlands of internationaal recht of bij een instelling die door laatstgenoemde erkend of gesubsidieerd wordt, heeft verricht.

De Minister bepaalt de dienstprestaties bedoeld in het eerste lid die beschouwd kunnen worden als nuttige ervaring.

§ 2. Het personeelslid dat halftijds werkt, geniet de tussentijdse loonsverhogingen op dezelfde wijze als een personeelslid dat voltijds werkt.

Indien een personeelslid evenwel deeltijds werd tewerkgesteld door het centrum voor forensisch welzijnswerk en nadien naar een voltijdse betrekking overschakelt, worden de dienstprestaties die het verricht heeft onder deeltijdse regeling berekend in evenredigheid met een voltijdse regeling voor de bepaling van diens geldelijke anciënniteit vanaf het ogenblik dat hij naar een voltijdse betrekking overschakelt.

De werkelijke diensten die een personeelslid eerder en elders in loonverband heeft gepresteerd en die toegelaten worden voor de berekening van de tussentijdse loonsverhogingen, worden eveneens berekend in evenredigheid met een voltijdse regeling voor de bepaling van diens geldelijke anciënniteit voor de periode voorafgaand aan diens indiensttreding bij het centrum voor forensisch welzijnswerk.

§ 3. De toegelaten dienstprestaties die volledige maanden dekken, worden rechtstreeks te gelde gemaakt in de geldelijke anciënniteit.

De toegelaten dienstprestaties die delen van maanden dekken, worden op het einde van het jaar opgeteld.

Delen van maanden die periodes van dertig dagen uitmaken worden te gelde gemaakt in de geldelijke anciënniteit ten belope van één maand per periode van dertig dagen.

§ 4. De verschillende anciënniteitsregelingen worden in aanmerking genomen in de maand waarin de voor echt verklaarde stukken worden voorgelegd, met name de naam en de geboortedatum van het personeelslid, de naam van de werkgevers, het voorwerp van de dienstprestatie en de aard van de betrekking, de rechtspositie, het aantal gepresteerde uren, evenals het bewijs dat bedoelde dienstprestaties werden erkend of gesubsidieerd door de overheden of de instellingen bedoeld in paragraaf 1.

Art. 25. Voor de subsidies die bezoldigingen of daarmee gelijkgestelde kosten uitmaken, wordt de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, toegepast.

Afdeling 3. — Subsidiëring van de werkingskosten

Art. 26. Er wordt aan elk erkend centrum een subsidie toegekend voor het dekken van de werkingskosten.

Forfaitair wordt bedoelde subsidie vastgesteld op :

1° 8.680 euro voor de centra erkend volgens categorie I;

2° 11.160 euro voor de centra erkend volgens categorie II;

3° 13.630 euro voor de centra erkend volgens categorie III.

Art. 27. De opleidingskosten bedoeld in artikel 15 worden te boek gesteld als werkingsuitgaven.

Toegelaten worden eveneens de kosten voor opleidingen die verband houden met de opdrachten bedoeld in het decreet en die gevolgd worden door de personeelsleden van het centrum die niet gesubsidieerd worden in het kader van dit besluit.

Art. 28. Voor de subsidies bedoeld voor het dekken van de werkingskosten wordt de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, toegepast.

Afdeling 4. — Voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van de subsidies

Art. 29. De subsidies worden per kalenderjaar toegekend aan elk erkend centrum dat volgende verplichtingen naleeft :

1° jaarlijks vóór 1 maart de volgende stukken aan het bestuur overmaken, die betrekking hebben op het afgelopen werkingsjaar :

a) een omstandig kwalitatief activiteitenverslag, met meer bepaald een analyse van de behandelde problemen, de gebruikte methodes volgens de aard van de problemen en de beoogde doelen en een evaluatie van bedoelde methodes wat betreft doeltreffendheid en weerslag;

b) een kwantitatief activiteitenverslag;

c) een staat van inkomsten en uitgaven en een begroting voor het centrum dat goedgekeurd is door de bevoegde instanties, met vermelding van de subsidies die zijn toegekend of toegezegd door andere overheden;

d) een afschrift van de loonstaten van de personen die in aanmerking komen voor de subsidies en de betalingsbewijzen van de werkgeversbijdragen;

2° geen subsidies krijgen voor professioneel werkzame personeelsleden, indien ze hetzelfde voorwerp betreffen;

3° onverwijld en schriftelijk elke wijziging aan de rechtspositie en aan de samenstelling van het gesubsidieerd personeel meedelen;

4° zich richten naar de boekhoudkundige regels die door het bestuur zijn vastgesteld en door de Minister zijn goedgekeurd;

5° een controle van het bestuur toestaan op de overeenstemming van de activiteiten en de boekhouding met de voorwaarden die gesteld zijn voor het toekennen van subsidies.

Art. 30. Er wordt aan het erkende centrum in de loop van het eerste kwartaal van het jaar een jaarlijks voorschot toegekend dat overeenstemt met 85 % van het bedrag van de tijdens het voorafgaande jaar toegekende subsidies.

Om de betaling van bedoeld voorschot te krijgen, dient het centrum een aanvraag bij het bestuur in aan de hand van een formulier dat door laatstgenoemde is opgesteld.

Het saldo wordt uitbetaald vóór 1 juni van het daarop volgend jaar, mits voorlegging van de bewijsstukken voor de uitgaven.

HOOFDSTUK V. — *Werkingsregels van de Commissie*

Art. 31. § 1. Binnen de Commissie wordt er een bureau opgericht dat belast is met de organisatie en de coördinatie van de werkzaamheden.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de Commissie voor, stelt de agenda op en waakt over de overmaking van de adviezen.

Het bestaat uit een voorzitter, een ondervoorzitter en twee leden die gekozen worden door de Commissie.

§ 2. De Commissie kan enkel een geldig advies uitbrengen op voorwaarde dat ten minste de helft der leden aanwezig is.

Indien het quorum niet is bereikt, worden de leden opnieuw samengeroepen, uiterlijk in de daarop volgende vijftien dagen. Indien het quorum opnieuw niet is bereikt op deze vergadering, vergadert de Commissie op geldige wijze ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beslissingen worden getroffen bij meerderheid van de stemmende leden. Bij staking van stemmen weegt de stem van de voorzitter door.

§ 3. De ondervoorzitter neemt het voorzitterschap van de Commissie waar indien de voorzitter afwezig is.

§ 4. De Commissie stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 32. De deelname aan de vergaderingen van de Commissie of van het bureau geeft recht op aanwezigheids-geld waarvan het bedrag als volgt is vastgesteld :

1° voorzitter : 20 euro;

2° ondervoorzitter : 15 euro;

3° andere leden, met uitzondering van de vertegenwoordigers van de Regering en van het bestuur : 12,50 euro.

Art. 33. De verplaatsingskosten van de leden van de Commissie worden terugbetaald tegen de volgende voorwaarden :

1° leden die het openbaar vervoer gebruiken, worden terugbetaald op basis van de officiële tarieven;

2° leden die hun persoonlijk voertuig gebruiken, hebben recht op een kilometervergoeding die bepaald wordt overeenkomstig het tarief dat vastgesteld is bij de regelgeving die van toepassing is op de ambtenaren van rang A4 van het Waalse Gewest.

Het Waalse Gewest komt niet op voor de dekking van de risico's die verbonden zijn met het gebruik van het persoonlijk voertuig.

Art. 34. Deskundigen die op de vergaderingen van de Commissie uitgenodigd worden zonder er lid van te zijn, worden met deze leden gelijkgesteld wat betreft de toekenning van het aanwezigheids-geld en de terugbetaling van de verplaatsingskosten.

HOOFDSTUK VI. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 35. In afwijking van artikel 15 mogen de personeelsleden die reeds vóór 15 augustus 2001 in een centrum werkzaam waren zonder over de vereiste titels en diploma's te beschikken en voldoende ervaring kunnen voorleggen inzake hulpverlening, hun activiteiten voortzetten mits toestemming van de Minister.

De afwijkingaanvragen moeten worden ingediend vóór uiterlijk 30 juni 2002.

Art. 36. Voor het jaar 2002 is artikel 30, eerste lid, niet van toepassing. De erkende centra krijgen in de loop van het eerste kwartaal een jaarlijks voorschot dat overeenstemt met 85 % van het bedrag van de subsidie die berekend wordt overeenkomstig hoofdstuk IV.

Art. 37. Elke erkenning die afloopt op 31 december 2001, blijft geldig tot kennisgeving van de beslissing van de Minister voor zover er een hernieuwingsaanvraag is ingediend vóór die datum.

Art. 38. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 39. De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

BIJLAGE		Centrum voor forensisch welzijnswerk		Loonschaal van 01/01/2002 t.e.m. 31/12/2002		Index 100.		PSYCHOLOOG		Licentiaat sociale of menswetenschappen		EURO	
0	16077	0	17662	0	19247	0	20435	0	20435				
1	17473	1	19576	1	21679	1	23257	1	23257				
2	17599	2	19656	2	21714	2	23257	2	23257				
3	18162	3	20369	3	22575	3	24230	3	24230				
4	18162	4	20369	4	22575	4	24230	4	24230				
5	18726	5	21081	5	23437	5	25203	5	25203				
6	18726	6	21081	6	23437	6	25203	6	25203				
7	19333	7	21821	7	24310	7	26176	7	26176				
8	19333	8	21821	8	24310	8	26176	8	26176				
9	20107	9	22668	9	25228	9	27149	9	27149				
10	20270	10	22903	10	25536	10	27511	10	27511				
11	21044	11	23750	11	26455	11	28484	11	28484				
12	21044	12	23750	12	26455	12	28484	12	28484				
13	21776	13	24569	13	27362	13	29457	13	29457				
14	21776	14	24569	14	27362	14	29457	14	29457				
15	22486	15	25357	15	28228	15	30380	15	30380				
16	22486	16	25357	16	28228	16	30380	16	30380				
17	23241	17	26209	17	29177	17	31403	17	31403				
18	23241	18	26209	18	29177	18	31403	18	31403				
19	23973	19	27029	19	30084	19	32376	19	32376				
20	23973	20	27029	20	30084	20	32376	20	32376				
21	24706	21	27849	21	30992	21	33349	21	33349				
22	24706	22	27849	22	30992	22	33349	22	33349				
23	25438	23	28669	23	31899	23	34322	23	34322				
24	25438	24	28669	24	31899	24	34322	24	34322				
25	25732	25	28856	25	31979	25	34322	25	34322				
26	25732	26	28856	26	31979	26	34322	26	34322				
27	26027	27	29043	27	32060	27	34322	27	34322				
28	26027	28	29043	28	32060	28	34322	28	34322				
29	26321	29	29231	29	32140	29	34322	29	34322				

Centrum
voor forensisch
welzijnswerk

Loonschaal
van 01/01/2002
t.e.m. 31/12/2002

Index 100.

MAATSCHAPPELIJK ASSISTENT - A1

EURO

14289	0
14954	1
15080	2
15446	3
15446	4
15812	5
15812	6
17157	7
17157	8
17738	9
17901	10
18481	11
18481	12
19020	13
19020	14
19560	15
20401	16
20940	17
20940	18
21478	19
21478	20
22017	21
22017	22
22556	23
22556	24
23095	25
23095	26
23634	27
23634	28
23928	29

Loonschaal
van 01/01/2003
t.e.m. 31/12/2003

Index 100.

MAATSCHAPPELIJK ASSISTENT - A1

EURO

15080	0
15939	1
16019	2
16445	3
16445	4
16871	5
16871	6
18678	7
18678	8
19245	9
19481	10
20048	11
20048	12
20588	13
20588	14
21130	15
22344	16
22885	17
22885	18
23425	19
23425	20
23966	21
23966	22
24506	23
24506	24
25046	25
25046	26
25587	27
25587	28
25774	29

Loonschaal
van 01/01/2004
t.e.m. 31/12/2004

Index 100.

MAATSCHAPPELIJK ASSISTENT - A1

EURO

15870	0
16923	1
16957	2
17444	3
17444	4
17931	5
17931	6
20200	7
20200	8
20753	9
21061	10
21614	11
21614	12
22156	13
22156	14
22700	15
24288	16
24830	17
24830	18
25372	19
25372	20
25914	21
25914	22
26456	23
26456	24
26998	25
26998	26
27539	27
27539	28
27620	29

Loonschaal
van 01/01/2005
t.e.m. 31/12/2005

Index 100.

MAATSCHAPPELIJK ASSISTENT - A1

Cat. 1/55.1/61.1/77

EURO

16463	0
17661	1
17661	2
18194	3
18194	4
18726	5
18726	6
21341	7
21341	8
21884	9
22246	10
22789	11
22789	12
23332	13
23332	14
23878	15
25746	16
26289	17
26289	18
26832	19
26832	20
27375	21
27375	22
27918	23
27918	24
28461	25
28461	26
29004	27
29004	28
29004	29

Centrum voor forensisch
welzijnswerk
Loonschaal
van 01/01/2002
t.e.m. 31/12/2002
Index 100.
Bestuurspersoneel

Loonschaal
van 01/01/2003
t.e.m. 31/12/2003
Index 100.
Bestuurspersoneel

Loonschaal
van 01/01/2004
t.e.m. 31/12/2004
Index 100.
Bestuurspersoneel

Loonschaal
van 01/01/2005
t.e.m. 31/12/2005
Index 100.
Bestuurspersoneel
Ech. 1.43/ 1/55

0	13128	0	13878	0	14628	0	15191
1	13774	1	14708	1	15643	1	16345
2	13900	2	14789	2	15678	2	16345
3	14145	3	15042	3	15938	3	16611
4	14145	4	15042	4	15938	4	16611
5	14431	5	15353	5	16275	5	16966
6	14431	6	15353	6	16275	6	16966
7	15632	7	16951	7	18270	7	19259
8	15632	8	16951	8	18270	8	19259
9	16212	9	17518	9	18823	9	19802
10	16375	10	17753	10	19131	10	20164
11	16956	11	18320	11	19684	11	20707
12	16956	12	18320	12	19684	12	20707
13	17495	13	18861	13	20226	13	21251
14	17495	14	18861	14	20226	14	21251
15	18034	15	19401	15	20768	15	21794
16	18034	16	19401	16	20768	16	21794
17	18573	17	19941	17	21310	17	22337
18	18573	18	19941	18	21310	18	22337
19	19111	19	20482	19	21852	19	22880
20	19111	20	20482	20	21852	20	22880
21	19650	21	21022	21	22394	21	23423
22	19650	22	21022	22	22394	22	23423
23	20189	23	21562	23	22936	23	23966
24	20189	24	21562	24	22936	24	23966
25	20728	25	22103	25	23478	25	24509
26	20728	26	22103	26	23478	26	24509
27	21267	27	22643	27	24020	27	25052
28	21267	28	22643	28	24020	28	25052
29	21561	29	22831	29	24100	29	25052

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 houdende uitvoering van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen.

Namen, 20 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE